

Attribution de temps

Il est évident que peu importe les motifs qui ont poussé les Canadiens à élire un gouvernement conservateur, ce n'était pas pour lui donner un mandat en vue de négocier un accord global de libre-échange avec les États-Unis. Par conséquent, je ne pense pas que les propos du ministre du Commerce extérieur, qui disait à la Chambre que son parti ayant obtenu une forte majorité lors des dernières élections il pouvait imposer cet accord commercial aux Canadiens sans un débat réel et sincère ou sans étude, soient très crédibles. C'est ce qu'il dit, mais je ne pense pas que les Canadiens l'accepteront le moins du monde.

● (1640)

Le ministre et ses collègues prétendent que la question est débattue depuis deux ans et demi. Cependant, le ministre lui-même a reconnu que c'était impossible, puisque les négociations n'ont commencé qu'il y a deux ans et demi. Les éléments de l'accord ont été déposés à la Chambre le 6 octobre et le texte complet en décembre dernier seulement. Il a dit ensuite, et cela est tout à fait vrai, que le projet de loi de mise en oeuvre de l'accord n'avait été présenté que le 24 mai dernier. Cela veut dire que, indépendamment de ce qui a pu arriver au cours des deux ans et demi, ce n'était pas un débat, au Parlement ou ailleurs, sur l'accord commercial que le projet de loi C-130 nous demande de mettre en oeuvre pour nuire éternellement à ce pays.

Si le ministre et le gouvernement avaient réellement voulu autoriser un débat convenable et une étude du projet de loi, ils n'auraient pas étouffé le débat en deuxième lecture après seulement cinq jours. Ils n'auraient pas limité les délibérations du comité à trois semaines. Ils n'essaieraient pas maintenant d'arrêter le débat à l'étape du rapport et de la troisième lecture après seulement quatre jours. Si l'on exclut les audiences du comité, cela veut dire qu'il n'y aura eu que 11 jours de débats à la Chambre des communes sur la plus importante mesure à être présentée au Parlement dans l'histoire de ce pays. Elle touche notre avenir, l'existence même de ce pays pour les années à venir, mais pour les conservateurs onze jours c'est trop. Le ministre a parlé de la décision du Parlement britannique au sujet de l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen. Si je ne me trompe, ce débat avait été précédé d'une campagne électorale et d'un référendum au moins.

Le ministre et le gouvernement ont peur de tenir des élections générales où les Canadiens auraient l'occasion de décider s'ils veulent ou non de cet accord et de ce gouvernement. Le gouvernement sait fort bien que s'il déclenche des élections, comme il devrait le faire avant l'entrée en vigueur de l'accord, le peuple canadien, persuadé que l'accord mettrait en péril son avenir et celui de ses enfants, le rejetterait. Il rejetterait cet accord, fruit du travail d'un gouvernement incompetent et inepte et excellent exemple de son manque de sincérité et de crédibilité.

Nous l'avons déjà déclaré, nous croyons que le gouvernement devrait tenir des élections et être élu avec une majorité suffisante avant que cet accord ne puisse entrer en vigueur.

Voilà pourquoi nous avons demandé à nos collègues, les sénateurs, de ne pas faire d'obstruction, de ne pas rejeter le projet de loi, mais de simplement reporter leur décision finale jusqu'à ce que le peuple canadien ait pu se prononcer à ce sujet à l'occasion d'élections générales. Par conséquent, lorsqu'on nous a demandé d'appuyer une motion d'attribution de temps pour ce projet de loi, nous avons répondu qu'il fallait prévoir un nombre suffisant de jours, oui, plus de 300 jours, afin que le débat dure jusqu'à la fin du mandat de ce Parlement, de sorte qu'aucune décision finale ne soit prise avant que le peuple canadien ait eu la chance de faire connaître sa position aux prochaines élections.

Mettons une chose au point: en demandant aux partis d'opposition d'appuyer la motion d'attribution de temps, le ministre d'État ne faisait que semblant d'agir selon les règles. Comme le précisait le Président dans une décision qu'il a rendue plus tôt aujourd'hui, il ne faut pas prendre au pied de la lettre la déclaration que le ministre a faite au nom du gouvernement, selon laquelle les partis n'ont pu s'entendre sur l'attribution du temps. On ne peut l'examiner. Ainsi, il est clair, à partir de ce que le ministre du Commerce extérieur vient juste de déclarer dans cette enceinte que le leader parlementaire adjoint du gouvernement, malgré ce qu'il a déclaré lorsqu'il a ouvert le présent débat, n'était pas vraiment sincère et que le gouvernement n'a jamais eu l'intention de permettre l'étude ou le débat voulu, que ce soit dans cette enceinte ou au Canada, au sujet de cet accord commercial.

Pourquoi? Parce qu'il savait que plus cette mesure serait étudiée, plus elle serait comprise par les Canadiens, et moins ces derniers l'apprécieraient et en voudraient. C'est pourquoi la stratégie initiale consistait à tenter de faire passer cet accord sans que les Canadiens sachent exactement de quoi il retournait. C'est pourquoi à toutes les étapes, le gouvernement a essayé, malheureusement avec succès, d'étouffer le débat, afin que les Canadiens ne comprennent pas vraiment à quel point cet accord commercial va leur faire du tort ainsi qu'aux générations futures.

Le gouvernement va peut-être pouvoir profiter de la possibilité qui s'offre à lui, grâce à sa majorité, pour faire adopter cette mesure à la Chambre, mais je tiens à dire qu'il ne pourra jouer au même jeu avec les Canadiens. Ces derniers savent déjà à quoi s'en tenir au sujet du parti conservateur et nous nous joindrons aux Canadiens, afin de nous assurer qu'ils aient la possibilité de se prononcer lors d'élections. Je suis persuadé que lorsqu'ils le feront, ils rejetteront cet accord et le gouvernement, car les deux sont nuisibles au Canada et à son avenir.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, en écoutant le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) tout à l'heure, nous avons pu comprendre pourquoi de récents sondages montrent que les Canadiens ont pour les hommes politiques presque autant d'estime que pour les criminels psychopathes sexuels. Ils continuent de perdre l'estime de la population, à cause de gens comme le ministre du Commerce extérieur.

M. McDermid: Oh, c'est honteux!